

---

**Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables**

à

**Monsieur le Vice-président du conseil général des ponts et chaussées**

**Monsieur le secrétaire général**

**Mesdames et messieurs les directeurs généraux et directeurs d'administration centrale**

**Madame et messieurs les chefs de cabinets des ministres et secrétaires d'Etat**

ministère  
de l'Ecologie  
du développement  
et de l'aménagement  
durables

La Défense, le 21 juin 2007

direction générale  
du Personnel  
et de  
l'Administration

direction  
des Affaires juridiques  
informatiques  
et logistiques

sous-direction  
du Cadre de vie  
des agents de  
l'administration centrale

bureau de la vie  
professionnelle  
des agents  
d'administration  
centrale

**objet :** circulaire relative à la procédure d'attribution des primes et indemnités aux personnels affectés en administration centrale au titre de l'année 2007.

**affaire suivie par :** Sylvain LEBLANC – DGPA/DAJIL/CV1  
Nathalie AUDINET – DGPA/DAJIL/CV1  
tél. 01 40 81 69 49 – Fax 01 40 81 72 03  
tél. 01 40 81 97 89  
mél : [sylvain.leblanc@equipement.gouv.fr](mailto:sylvain.leblanc@equipement.gouv.fr)  
[nathalie.audinet@equipement.gouv.fr](mailto:nathalie.audinet@equipement.gouv.fr)

La présente circulaire complétée par des annexes a pour objet de préciser les règles et les modalités à suivre pour la détermination des montants de primes forfaitaires à allouer aux agents affectés dans les directions d'administration centrale et services assimilés au titre de l'année 2007.

Elle rappelle les prescriptions à respecter afin de garantir un traitement équitable et transparent des allocations individuelles et fixe les cadres d'harmonisation permettant de s'assurer collectivement de l'homogénéité des exercices d'attribution.

Le dispositif a pour objectif de permettre la mise en paiement des allocations indemnitaires dans les meilleures conditions.

### ***I/ Les principes de répartition des primes***

Il revient à chaque direction ou service d'établir une proposition d'attribution individuelle. Cette attribution est exprimée par un coefficient individuel égal au rapport entre le montant individuel proposé et la dotation budgétaire moyenne du grade.

L'enveloppe des crédits indemnitaires constituée par le total de chacune des enveloppes par corps et grades doit être respectée pour chaque programme et rester compatible avec la masse salariale prévue. L'objectif à atteindre est le respect de l'enveloppe de dotation par corps. Ces enveloppes sont elles-mêmes le résultat des dotations budgétaires par grade multipliées par les effectifs en équivalant temps plein tels qu'ils sont connus par grade au **1<sup>er</sup> mai 2007**.

Chaque directeur de programme regroupe l'ensemble des propositions d'attributions indemnitaires des directions et services ressortissant de son programme dans le respect du calendrier joint en annexe.

Tour Pascal B  
92055 La Défense cedex  
téléphone :  
01 40 81 97 89  
télécopie :  
01 40 81 72 03  
courriel : CV1.CV.DAJIL.DGPA  
@equipement.gouv.fr

### **II/ La procédure de répartition des primes**

Les propositions d'attribution individuelles sont transmises au bureau CV1 en vue de la préparation des opérations d'harmonisation.

Dans un objectif d'équité et de traitement homogène de répartition des primes à l'échelle de l'administration centrale du ministère, le comité inter-direction de coordination réunit les directeurs et chefs de service d'administration centrale ou leurs représentants, sous la présidence de la DGPA.

Ce comité :

- valide l'état de la répartition globale des primes par corps et grade,
- examine, sur la base des rapports fournis par les directions, les propositions d'attribution en dehors des plages de modulation ,
- vérifie le respect des recommandations édictées pour l'exercice indemnitaire 2007.

A l'issue de ces travaux, le bureau CV1 transmet à chaque direction de programme les décisions d'attribution et l'ensemble des éléments au bureau CV2 et réunit les commissions indemnitaires consultatives.

Chaque direction procède ensuite à la notification individuelle des montants de primes.

### **III) Les modalités de versement des primes**

Le bureau CV2 effectue les opérations d'intégration dans la paye pour assurer dans les meilleures conditions la régularisation des acomptes mensuels sur la paye du mois de décembre.

1) Règles générales : les acomptes versés en 2008 seront déterminés en fonction de l'allocation individuelle 2007. Les acomptes mensuels seront égaux à 1/12<sup>e</sup> du montant (en année pleine) au titre de 2007, sous réserve de l'évolution de la situation personnelle de l'agent.

Pour les personnels de la filière technique, les mensualités sont déterminées selon le mode de calcul indiqué dans la circulaire relative à l'attribution de l'ISS ainsi qu'à celle concernant la détermination de la PSR.

2) Cas particuliers : en cas d'affectation en cours d'année, le bureau CV2 procède aux opérations de versement du montant des primes au vu de la fiche financière fournie par le service d'origine validée par la direction ou le service d'affectation. En l'absence de transmission de ces éléments, une allocation particulière sera mise en place par la DGPA par application du coefficient 0,80 de la dotation du grade, si celui-ci relève du dispositif de modulation.

Vous trouverez en annexe l'ensemble des éléments nécessaires à l'exercice (corps concernés, règles de modulation, calendrier) ainsi que les tableaux vous permettant de saisir vos propositions.

Les modalités décrites à la présente circulaire s'appliquent aux agents relevant des services ayant mis en oeuvre les circulaires indemnitaires du 31 mai et du 7 juillet 2006.

La direction générale du personnel et de l'administration est à votre disposition pour toutes précisions utiles.

Pour le ministre et par délégation  
La directrice générale du personnel  
et de l'administration

**signé**

Hélène JACQUOT-GUIMBAL

**ANNEXE 1****Les corps concernés**

- Adjoints techniques

Filière administrative :

- Attachés d'administration de l'équipement
- Chargés d'études documentaires
- Secrétaires administratifs de l'équipement.
- Adjoints administratifs

Filière médico-sociale :

- Assistantes de service social
- Conseillères techniques de service social
- Infirmières

Filière technique :

- Ingénieurs des ponts et chaussées
- Ingénieurs des travaux publics de l'Etat
- Techniciens supérieurs de l'équipement
- Dessinateurs

Filière contractuelle :

- Agents contractuels régis par le règlement intérieur national (RIN)
- Agents contractuels sur contrat 1946
- Agents contractuels gérés sur règlement local (RIL)
- Contractuels environnement

Filière affaires maritimes

- Inspecteurs des affaires maritimes et emplois de conseillers des affaires maritimes
- Contrôleurs des affaires maritimes
- Syndics des gens de mer

Filière transports terrestres

- Délégués du permis de conduire et de la sécurité routière
- Inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière
- Inspecteurs contractuels « ex SNEPC »
- Inspecteurs du travail des transports
- Contrôleurs du travail des transports
- Contrôleurs des transports terrestres

**ANNEXE 2      *Les évolutions réglementaires significatives et les mesures indemnitaires catégorielles pour 2007***

La mise en oeuvre du Protocole « Jacob » a conduit à :

- intégrer dans un nouveau corps interministériel des adjoints techniques les personnels de service, de maîtrise ouvrière et les conducteurs automobiles et chefs de garage.
- intégrer les agents administratifs dans le corps des administratifs et structurer les corps d'adjoints administratifs et syndics des gens de mer en quatre niveaux.

La fusion des corps des attachés sera suivie de la mise en oeuvre d'un nouveau régime indemnitaire dédié. Toutefois, afin de pouvoir garantir une actualisation des versements aux agents, la gestion 2007 reste basée sur le régime antérieur.

Les mesures catégorielles arrêtées pour 2007 permettent les progressions des dotations budgétaires moyennes suivantes :

- + 100 € pour les agent de catégorie C administratifs, adjoints et syndics des gens de mer. Ces derniers bénéficient par ailleurs de la dernière tranche du plan de revalorisation triennal 2005/2007.
- + 200 € en moyenne pour les adjoints techniques, en incluant l'alignement des dotations de chaque grade sur la dotation 2006 la plus favorable.
- + 150 € pour l'ensemble des corps de catégorie B, avec, en sus pour les contrôleurs des affaires maritimes, le bénéfice de la dernière tranche du plan de revalorisation triennal 2005/2007 et pour les inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière, titulaires et contractuels une progression de +250 €.
- + 700 € pour les conseillères techniques de service social.
- + 600 € pour les directeurs régionaux du travail des transports.
- + 500 € pour les inspecteurs du travail des transports.
- dotations des délégués du permis de conduire et de la sécurité routière portées à hauteur de celles des attachés affectés en services déconcentrés.
- + 500 € pour les inspecteurs des affaires maritimes, branches techniques et administratives.
- + 1 500 € pour les inspecteurs principaux des affaires maritimes.
- + 500 € pour les personnels non titulaires du RIN.
- + 1 000 € pour les agents RIL ou décret 1946 catégorie A.
- + 350 € pour les agents RIL ou décret 1946 catégorie B.
- + 200 € pour les agents RIL ou décret 1946 catégorie C

**ANNEXE 3****Calcul des effectifs à prendre en compte****➤ Mutations et affectations en cours d'année :**

Il convient de signaler que la mutation ou le transfert d'un agent sur un nouveau poste ne saurait justifier en soi une réduction de son régime indemnitaire.

Ces agents sont pris en compte dans l'effectif de la direction ou service d'affectation au **1<sup>er</sup> mai 2007** qui fixe le montant de leur prime annuelle. Il incombe au service d'accueil de se mettre en rapport avec le service d'origine pour obtenir tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Les primes des agents mutés depuis un service extérieur à l'administration centrale ou nouvellement recrutés après le 1<sup>er</sup> mai font l'objet d'un traitement particulier, au vu de la fiche financière validée par les services, en liaison avec les bureaux CV1 et CV2. En l'absence de transmission de ces éléments, une allocation particulière sera mis en place par la DGPA par application du coefficient 0,80 de la dotation du grade, si celui-ci relève du dispositif de modulation.

Cas particuliers : Les agents ayant cessé leur fonction au ministère (retraite, disponibilité,...) entre le 1er janvier et le 30 avril 2007 devront faire l'objet d'une proposition indemnitaire par le service.

**➤ Changements de grade, de corps et nomination en qualité de stagiaire:**

La promotion à un grade supérieur, le passage d'un corps à un autre ou la nomination en qualité de stagiaire se traduisent par la fixation d'un (nouveau) coefficient qui se situe normalement dans la partie inférieure de la fourchette de modulation du nouveau grade.

**Ce principe de gestion a conduit à supprimer la notion de dotation de stagiaire.**

Les agents ayant connu un changement entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 avril 2007, donnent lieu à la fixation par la direction d'affectation au 1<sup>er</sup> mai de deux allocations partielles dans leur grade d'origine et dans leur grade de promotion prises en compte chacune prorata temporis.

Les changements intervenant après le 1<sup>er</sup> mai 2007 ne seront pas pris en compte dans les propositions transmises par la direction. Si la promotion intervient toutefois dans un délai compatible avec le versement du solde des primes, une proposition doit être faite par le service. En l'absence de proposition, une allocation particulière pourra être calculée par la DGPA par application du coefficient de 0,80 de la dotation globale (si modulation) du nouveau grade si ce montant est supérieur à l'allocation fixée dans le grade d'origine.

La dotation indemnitaire de l'agent ne doit pas diminuer à l'occasion d'une promotion et le coefficient d'attente en tiendra compte.

**➤ Prise en compte des activités à temps partiels :**

En ce qui concerne les activités à temps partiel et temps partiel thérapeutique, il sera tenu compte des demandes de modification de la quotité d'activité connues du service avant le 1<sup>er</sup> mai dans les conditions ci-après :

Travail à mi-temps	:	coefficient 0,50
Travail à 60 %	:	coefficient 0,60
Travail à 70 %	:	coefficient 0,70
Travail à 80 %	:	coefficient 0,857 (=6/7)
Travail à 90 %	:	coefficient 0,914 (=32/35)

➤ Personnels en congé de maternité, congé de paternité, congé pour accident de service et congé de maladie ordinaire (dans la limite de 90 jours d'absence maximum) :

Ces congés sont considérés comme une période d'activité à plein temps.

➤ Personnels placés en congé de formation :

Si le congé formation est à plein temps, l'agent perd le bénéfice de ses primes et indemnités. S'il est à temps partiel, l'agent peut bénéficier de primes et indemnités au prorata de son temps de présence.

➤ Personnes en cessation progressive d'activité :

Si la CPA se déroule suivant une quotité de temps de travail et une rémunération dégressives, la quotité de temps de travail est de 80% pendant les deux premières années et la rémunération est égale aux 6/7èmes du traitement, de l'indemnité de résidence et des primes et indemnités; à compter de la 3ème année, la quotité passe à 60% et la rémunération à 70%.

Si la CPA se déroule suivant une quotité et une rémunération fixes pendant toute sa durée, le temps de travail est à 50% et la rémunération est égale à 60% du traitement, de l'indemnité de résidence et des primes et indemnités.

➤ Personnes en congé de maladie à demi-traitement, en congés de longue maladie ou de longue durée, congé parental, disponibilité, détachement ou en congé de fin d'activité :

Les agents perdent le bénéfice des primes et indemnités.

**ANNEXE 4****Les règles de modulation individuelle**1) filière administrative, contractuelle, de service et maritime

- *Sauf exceptions précisées dans les tableaux joints, une plage de modulation de +/- 20% de la dotation budgétaire moyenne du grade est utilisable pour permettre de prendre en compte la manière de servir, l'atteinte des résultats par rapport aux objectifs fixés et le niveau de responsabilités exercées par comparaison à ceux d'un agent du même grade. Toute proposition en dehors de la plage de modulation doit faire l'objet d'un rapport joint aux propositions.  
Les coefficients proposés doivent comporter 2 décimales.*
- *Il est recommandé pour une progression normale une augmentation de 0,05 et pour une accélération exceptionnelle une augmentation de 0,10. Cette dernière ne peut être reconduite 2 années consécutives. L'augmentation des montants de primes doit s'inscrire dans le respect de la fourchette de modulation.*
- *Pour les agents nouvellement nommés ou promus l'attribution d'un coefficient de 0,80 est la règle. Il convient cependant de s'assurer pour les agents promus au grade supérieur que l'application de ce coefficient ne se traduit pas par une baisse du montant de leurs primes.*
- *Cas particuliers : il reste possible dans des cas très exceptionnels d'attribuer un complément indemnitaire non reductible qui ne sera pas pris en compte dans le montant des acomptes mensuels. Ce complément peut être versé lorsque des contraintes ou sujétions spécifiques le justifient et donnent lieu à la rédaction d'un rapport joint aux propositions.*
- *Pour les agents affectés en province et rémunérés par l'administration centrale, il convient de se référer à la circulaire du régime indemnitaire des services déconcentrés (sauf cas particuliers).*

2) filière technique

- *Pour les agents de la filière technique il convient de se référer aux fourchettes de modulation fixées par arrêté et par la circulaire relatives aux ISS et à la PSR.*

**ANNEXE 5****Calendrier des opérations**

<i>Filières</i>	<i>Transmission des propositions d'attributions individuelles au bureau CV1</i>	<i>Réunion du comité inter-DAC</i>	<i>Transmission des décisions d'attribution individuelle au bureau CV2</i>
<i>Filière administrative et contractuelle</i>	7 septembre 2007	20 septembre 2007	28 septembre 2007
<b>Filière technique</b>	7 septembre 2007	20 septembre 2007	28 septembre 2007
<i>Adjoints techniques</i>	7 septembre 2007	26 septembre 2007	28 septembre 2007
<b>Filière maritime, contrôle, sécurité, inspection travail</b>	7 septembre 2007	26 septembre 2007	28 septembre 2007

Les commissions indemnitaires consultatives avec les organisations syndicales représentatives des corps concernés se tiendront durant le mois d'octobre.



<b>ANNEXE 6</b>	<b>Les dotations budgétaires moyennes 2007 (DBM)</b>
-----------------	--

Tableau 1	les adjoints administratifs	page	10
Tableau 2	les secrétaires administratifs de l'équipement	page	11
Tableaux 3	les chargés d'études documentaires	page	12
Tableaux 4	les attachés d'administration de l'équipement	page	13
Tableau 5	les infirmières des services médicaux de l'Etat	page	14
Tableau 6	les conseillères techniques de service social et les assistantes de service social	page	15
Tableaux 7.1 – 7.2 – 7.3	les adjoints techniques	pages	16-17
Tableau 8	les contractuels RIN	page	18
Tableaux 9.1 – 9.2 – 9.3	les contractuels RIL, « décret 1946 » et environnement	page	19
Tableaux 10.1 – 10.2	les inspecteurs du permis et de la sécurité routière	pages	20-21
Tableau 11	les délégués du permis de conduire et de la sécurité routière	page	22
Tableau 12	les contrôleurs des transports terrestres	page	23
Tableau 13	les syndics des gens de mer	page	24
Tableau 14	les contrôleurs des affaires maritimes	page	25
Tableau 15	les inspecteurs des affaires maritimes	page	26
Tableau 16	les conseillers des affaires maritimes	page	27

<b>Liste des départements dans lesquels un complément peut être versé au titre de l'ex NBI est fixé par l'arrêté du 26 novembre 2004 :</b>
--

Aisne, Ardennes, Aube, Calvados, Doubs, Eure, Jura, Manche, Marne, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Nord, Oise, Orne, Pas-de-Calais, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Haute-Saône, Paris, Seine-Maritime, Seine-et-Marne, Yvelines, Somme, Vosges, Territoire-de-Belfort, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et Val-d'Oise.
---

**Tableau 1 Adjoins administratifs en administration centrale**

Règle de modulation : 0,80 à 1,20

<i>Grades</i>	<i>DBM 2006</i>	<i>Complément 2006 (ex NBI) part fixe</i>	<i>DBM 2007</i>	<i>Dotations budgétaires totales 2007</i>	<i>Plafond réglementaire (IAT+PR)</i>
<i>Adjoins administratifs principaux de 1ère classe</i>	4 340,00 €	540 €	<b>4 440,00 €</b>	4 980,00€	7 901,56 €
<i>Adjoins administratifs principaux de 2ème classe</i>	4 110,00 €	540 €	<b>4 210,00 €</b>	4 750,00 €	7 672,44 €
<i>Adjoins de 1ère classe</i>	3 650,00 €	540 €	<b>3750,00 €</b>	4 290,00 €	7 325,49 €
<i>Adjoins de 2ème classe</i>	3 650,00 €	540 €	<b>3 750,00 €</b>	4 290,00 €	7 023,35 €

Tableau 2

## Secrétaires administratifs de l'équipement affectés en administration centrale

Règle de modulation : 0,80 à 1,20

<i>Grades</i>	<i>DBM 2006</i>	<i>Complément 2006 (ex NBI) part fixe</i>	<i>DBM 2007</i>	<i>Dotations budgétaires totales 2007</i>	<i>Plafond réglementaire (IFTS/IAT+PR)</i>
<i>SAE de classe exceptionnelle</i>	6 665,00 €	810 €	<b>6 815,00 €</b>	7 625,00€	10 704,46 €
<i>SAE classe supérieure</i>	6 165,00 €	810 €	<b>6 315,00 €</b>	7 125,00 €	10 331,05 €
<i>SAE de classe normale &gt;380*</i>	5 065,00 €	810 €	<b>5 215,00 €</b>	6 025,00 €	9 744,18 €
<i>SAE de classe normale &lt;=380*</i>	4 515,00 €	810 €	<b>4 665,00 €</b>	5 475,00 €	9 732,80 €

\* SAE CN &lt;= 5ème échelon

IFTS

\* SAE CN &gt; 5ème échelon

IAT

Tableau 3

## Chargés d'études documentaires affectés en administration centrale

Règle de modulation : 0,80 à 1,20

<i>Grades</i>	<i>DBM 2006</i>	<i>DBM 2007</i>	<i>Plafond réglementaire (IFTS+IFR+PR)</i>
<i>CED principaux de 2ème classe</i>	14 000,00 €	<b>14 000,00 €</b>	31 615,79 €
<i>CED &gt;=8ème échelon</i>	10 800,00 €	<b>10 800,00 €</b>	15 294,37 €
<i>CED &lt;8ème échelon</i>	9 800,00 €	<b>9 800,00 €</b>	13 864,44 €

Tableau 4

**Attachés d'administration de l'équipement affectés en administration centrale**

Règle de modulation : 0,80 à 1,20

Attachés sortie IRA : 0,80

<i>Grades</i>	<i>DBM 2006</i>	<i>DBM 2007</i>	<i>Plafond réglementaire (IFTS+IFR+PR)</i>
Conseiller d'administration de l'équipement	15 000,00 €	<b>15 000,00 €</b>	37 565,90 €
Attachés principaux à compter du 7ème échelon	14 400,00 €	<b>14 400,00 €</b>	37 193,30 €
Attachés principaux jusqu'au 6ème échelon inclus	14 000,00 €	<b>14 000,00 €</b>	33 042,38 €
Attachés à compter du 8ème échelon	10 800,00 €	<b>10 800,00 €</b>	17 438,77 €
Attachés jusqu'au 7ème échelon inclus	9 800,00 €	<b>9 800,00 €</b>	16 008,84 €

**Tableau 5 Infirmières des services médicaux de l'Etat affectées en administration centrale**

Règle de modulation : 0,80 à 1,20

<i>Grades</i>	<i>DBM 2006</i>	<i>Complément 2006 (ex NBI) part fixe</i>	<i>DBM 2007</i>	<i>Dotations budgétaires totales 2007</i>	<i>Plafond réglementaire hors PR (IFTS/IAT)</i>
Infirmière de classe supérieure	4 965,00 €	810 €	<b>5 115,00 €</b>	5 925,00€	5 541,77 € <sup>(1)</sup>
Infirmière de classe normale IB>380*	4 665,00 €	810 €	<b>4 815,00 €</b>	5 625,00 €	5 209,54 € <sup>(1)</sup>
Infirmière de classe normale <=380*	4 265,00 €	810 €	<b>4 415,00 €</b>	5 225,00 €	5 198,16 € <sup>(1)</sup>

(1) Éligible à la prime de rendement d'AC ce qui modifie le plafond réglementaire

\* *Infirmière CN <= 3ème échelon*

*IFTS*

\* *Infirmière CN > 3ème échelon*

*IAT*

**Tableau 6 Les conseillères techniques de service social et les assistantes de service social affectées en administration centrale**

Règle de modulation : 0,80 à 1,20

<i>Grades</i>	<i>DBM 2006</i>	<i>Complément 2006 (ex NBI) part fixe</i>	<i>DBM 2007</i>	<i>Dotations budgétaires totales 2007</i>	<i>Plafond réglementaire IFRSTS+PR</i>
<i>CTSS fonctions de conseiller social territorial</i>	6 280,00 €		<b>6 980,00 €</b>	6 980,00€	11 896,51 €
<i>CTSS chargée d'études</i>	5 280,00 €		<b>5 980,00 €</b>	5 980,00 €	11 896,51 €
<i>ASS principale</i>	4 495 €	810 €	<b>4 645,00 €</b>	5 455,00 €	10 480,01 €
<i>ASS</i>	4 140,00 €	810 €	<b>4 290,00 €</b>	5 100,00 €	9 647,02 €

**Tableau 7 Adjoints techniques emploi administration centrale**

Règle de modulation : 0,80 à 1,20

<i>Grades</i>	<i>DBM 2006</i>	<i>Complément 2006 (ex NBI) part fixe</i>	<i>DBM 2007</i>	<i>Dotations budgétaires totales 2007</i>	<i>Plafond réglementaire IFTS/IAT</i>
<i>Agent principal de service technique de 1ère classe</i>	4 059,00 €	810 €	<b>4 259,00 €</b>	5 069,00€	5 541,77 €
<i>Agent principal de service technique de 2ème classe</i>	3 696,00 €	810 €	<b>3 896,00 €</b>	4 706,00 €	5 209,54 €
<i>Chef de service intérieur 1ère catégorie</i>	4 482,00 €	810 €	<b>4 682,00 €</b>	5 492,00 €	5 198,16 €(1)
<i>Chef de service intérieur 2ème catégorie</i>	3 200,00 €	810 €	<b>3 400,00 €</b>	4 210,00 €	5 198,16 €

(1)Éligible à la prime de rendement d'AC ce qui modifie le plafond réglementaire.

**Tableau 7.2 Adjoints techniques (ex PSMO) affectés en administration centrale**

Règle de modulation : 0,80 à 1,20

<i>Grades</i>	<i>Grades ex PSMO</i>	<i>DBM 2006</i>	<i>Complément 2006 (ex NBI) part fixe</i>	<i>DBM 2007</i>	<i>Dotations budgétaires totales 2007</i>	<i>Plafond réglementaire IAT</i>
<i>AT principal 1ère classe</i>	MO professionnel principal 1ère classe	3 251,00 €	540 €	<b>3 426,00 €</b>	3 966,00€	4 245,17 €
	ISIM classe exceptionnelle	2 974,00 €	540 €			
<i>AT principal 2ème classe</i>	MO professionnel	2 937,00 €	540 €	<b>3 112,00 €</b>	3 652,00 €	4 158,53 €
	ISIM 1ère classe	2 909,00 €	540 €			
<i>AT 1ère classe</i>	OP principal	2 827,00 €	540 €	<b>3 015,00 €</b>	3 555,00 €	4 071,89 €
	ISIM 2ème classe	2 840,00 €	540 €			
<i>AT 2ème classe</i>	OP	2 773,00 €	540 €	<b>2 948,00 €</b>	3 488,00 €	3 898,62 €
	Agent service technique	2 719,00 €	540 €			



Tableau 7.3

## Adjoints techniques (ex conducteur) affectés en administration centrale

Règle de modulation : 0,80 à 1,20

<i>Grades adjoints techniques</i>	<i>Grade ex conducteur</i>	<i>Affectation</i>	<i>DBM 2006</i>	<i>Complément 2006 (ex NBI) part fixe</i>	<i>DBM 2007</i>	<i>Dotations budgétaires totales 2007</i>	<i>Plafond réglementaire IRSSTS</i>
<i>AT principal 1ère classe</i>	Chef de garage principal		4 893,00 €	540 €	<b>5 093,00 €</b>	5 633,00€	7 200,00 €
<i>AT principal 2ème classe</i>	Chef de garage		4 793,00 €	540 €	<b>4 993,00 €</b>	5 533,00 €	6 800,00 €
<i>AT 1ère classe</i>	Conducteur auto hors catégorie	Ministre	5 483,00 €	540 €	<b>5 683,00 €</b>	6 223,00 €	6 400,00 €
		Cabinet	4 301,00 €	540 €	<b>4 501,00 €</b>	5 041,00 €	
		Direction	3 956,00 €	540 €	<b>4 156,00 €</b>	4 696,00 €	
<i>AT 2ème classe</i>	Conducteur auto 1ère catégorie	Ministre	5 483,00 €	540 €	<b>5 683,00 €</b>	6 223,00 €	6 000,00 € <sup>(1)</sup>
		Cabinet	4 301,00 €	540 €	<b>4 501,00 €</b>	5 041,00 €	
		Direction	3 956,00 €	540 €	<b>4 156,00 €</b>	4 696,00 €	

(1) Éligible à la prime de rendement d'AC ce qui modifie le plafond réglementaire

Tableau 8

## Contractuels RIN affectés en administration centrale

Règle de modulation : 0,80 à 1,20

<i>Catégories</i>	<i>DBM 2006</i>	<i>DBM 2007</i>	<i>Plafond réglementaire IFTS+IFR</i>
<i>Fonctions de 1er niveau</i>			
<i>Exceptionnelle</i>	6 000,00 €	<b>6 500,00 €</b>	12 159,93 €
<i>Hors catégorie</i>	6 000,00 €	<b>6 500,00 €</b>	12 159,93 €
<i>1ère catégorie</i>	5 000,00 €	<b>5 500,00 €</b>	9 006,60 €
<i>Fonctions de 2ème niveau</i>			
<i>Exceptionnelle</i>	11 000,00 €	<b>11 500,00 €</b>	27 459,93 €
<i>Hors catégorie</i>	11 000,00 €	<b>11 500,00 €</b>	27 459,93 €

**Tableau 9.1 Contractuels RIL affectés en administration centrale**

Règle de modulation : 0,80 à 1,20

	<i>DBM 2006</i>	<i>DBM 2007</i>	<i>Plafond réglementaire IFTS/IAT</i>
<b>RIL A</b>			
<i>IB terminal &lt;= IB 966</i>	4 900,00 €	<b>5 900,00 €</b>	9 459,93 €
<i>IB terminal &lt;= IB 821</i>	4 100,00 €	<b>5 100,00 €</b>	7 024,41 €
<i>IB terminal &lt;= IB 780</i>	3 900,00 €	<b>4 900,00 €</b>	6 306,60 €
<b>RIL B</b>			
<i>IB terminal &lt;= 612</i>	2 405,00 €	<b>2 755,00 €</b>	5 670,33 €
<i>IB terminal &lt;= 579</i>	2365,00 €	<b>2 715,00 €</b>	5 541,77 €
<i>IB terminal &lt;= 544</i>	2 255,00 €	<b>2 605,00 €</b>	5 209,54 €
<i>IB terminal &lt;= 380</i>	1 400,00 €	<b>1 750,00 €</b>	4 950,63 €
<b>RIL C</b>			
<i>IB terminal &lt;= IB échelle 2</i>	1 200,00 €	<b>1 400,00 €</b>	3 589,24 €
<i>IB terminal &lt;= IB échelle 3</i>	1 200,00 €	<b>1 400,00 €</b>	3 712,97 €
<i>IB terminal &lt;= IB échelle 4</i>	1 200,00 €	<b>1 400,00 €</b>	3 877,99 €
<i>IB terminal &lt;= IB échelle 5</i>	1 200,00 €	<b>1 400,00 €</b>	3 960,50 €

**Tableau 9.2 Contractuels PNT « décret 1946 » affectés en administration centrale**

Règle de modulation : 0,80 à 1,20

	<i>DBM 2006</i>	<i>DBM 2007</i>	<i>Plafond réglementaire IFTS/IAT</i>
<i>2ème catégorie IB &gt; 380</i>	2 200,00 €	<b>2 550,00 €</b>	5 209,54 €
<i>2ème catégorie IB &lt;= 380</i>	1 700,00 €	<b>2 050,00 €</b>	5 198,16 €
<i>3ème catégorie</i>	1 120,00 €	<b>1 320,00 €</b>	5 198,16 €

**Tableau 9.3 Contractuels environnement affectés en administration centrale**

Règle de modulation : 0,80 à 1,20

<i>Niveaux</i>	<i>DBM 2006</i>	<i>DBM 2007</i>
<i>Chargé de mission HE</i>	3 030,00 €	<b>3 030,00 €</b>
<i>Chargé de mission</i>	1 859,00 €	<b>1 859,00 €</b>
<i>Agent contractuel</i>	909,00 €	<b>909,00 €</b>

**Tableau 10.1 Inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière**

Règle de modulation : 0,80 à 1,20 sur l'indemnité spécifique ( ISP) – Pas de modulation sur la prime spécifique de rendement (PSR)

La PSR est liée au grade, à l'échelon et à la valeur du point Fonction Publique. Les stagiaires ne perçoivent pas de PSR.

**ISP :**

<i>Grade</i>	<i>DBM 2006</i>	<i>DBM 2007</i>
<i>1ère classe</i>	2 841,00 €	<b>3 091,00 €</b>
<i>2ème classe</i>	2 841,00 €	<b>3 091,00 €</b>
<i>3ème classe</i>	2 841,00 €	<b>3 091,00 €</b>

La PSR est liée au grade, à l'échelon et à la valeur du point Fonction Publique. Les stagiaires ne perçoivent pas de PSR.

Pour information valeur dotation PSR au 1er février 2007 :

<i>Grade / classe</i>	<i>IM</i>	<i>Valeur dotation PSR au 1er février 2007</i>
<b>IPCSR 1ère classe</b>		
Échelon 8	514	<b>1 873.82 €</b>
Échelon 7	491	<b>1 789.97 €</b>
Échelon 6	467	<b>1 702.48 €</b>
Échelon 5	445	<b>1 622.27 €</b>
Échelon 4	421	<b>1 534.78 €</b>
Échelon 3	400	<b>1 458.22 €</b>
Échelon 2	387	<b>1 410.83 €</b>
Échelon 1	358	<b>1 305.11 €</b>
<b>IPCSR 2ème classe</b>		
Échelon 8	489	<b>1 782.68 €</b>
Échelon 7	465	<b>1 695.18 €</b>
Échelon 6	443	<b>1 614.98 €</b>
Échelon 5	420	<b>1 531.13 €</b>
Échelon 4	399	<b>1 454.58 €</b>
Échelon 3	379	<b>1 381.67 €</b>
Échelon 2	356	<b>1 297.82 €</b>
Échelon 1	334	<b>1 217.62 €</b>
<b>IPCSR 3ème classe</b>		
Échelon 13	463	<b>1 133.66 €</b>
Échelon 12	439	<b>1 074.90 €</b>
Échelon 11	418	<b>1 023.48 €</b>
Échelon 10	395	<b>967.16 €</b>
Échelon 9	378	<b>925.54 €</b>
Échelon 8	361	<b>883.91 €</b>
Échelon 7	350	<b>856.98 €</b>
Échelon 6	336	<b>822.70 €</b>
Échelon 5	325	<b>795.77 €</b>
Échelon 4	318	<b>778.63 €</b>
Échelon 3	307	<b>751.69 €</b>
Échelon 2	299	<b>732.10 €</b>
Échelon 1	291	<b>712.52 €</b>
stagiaire	291	<b>Pas de PSR</b>

**Tableau 10.2**                      **Inspecteurs contractuels ex « SNEPC »**

Règle de modulation : Pas de modulation

	<i>Taux 2006</i>	<i>Taux 2007</i>
<i>Inspecteurs contractuels</i>	4 036,00 €	<b>4 286,00 €</b>

**Tableau 11**                      **Délégués du permis de conduire et de la sécurité routière**

Règle de modulation : 0,80 à 1,20 pour la prime spécifique (PS) – Pas de modulation pour l'indemnité proportionnelle (IP)

**PS** :

<i>Grade</i>	<i>DBM 2006</i>	<i>DBM 2007</i>
<i>Délégué principal 2ème classe</i>	7 885,00 €	<b>12 000,00 €</b>
<i>Délégué</i>	<= 9ème éch 5 241,00 € > 9ème éch 4 771,00€	<b>7 000,00 €</b>

Pour information valeur dotation IP au 1er février 2007 :

<i>Grade</i>	<i>IP au 01/02/2007</i>
<i>Délégué principal 2ème classe</i>	<b>4 380,00 €</b>
<i>Délégué</i>	<b>3 239,00€</b>

Tableau 12

## Contrôleurs des transports terrestres

Règle de modulation : 0,80 à 1,20 sur une part (50% de la DBM) – Part fixe non modulable (50% de la DBM)

<i>Grades</i>	<i>DBM 2006</i>	<i>Complément 2006 (ex NBI) part fixe</i>	<i>DBM 2007</i>	<i>Part modulable</i>	<i>Dotations budgétaires totales 2007</i>	<i>Plafond réglementaire IFTS/IAT</i>
<i>Contrôleur des transports terrestres classe exceptionnelle</i>	5 002,00 €	810 €	<b>5 152,00 €</b>	2 576 ,00 €	5 962,00€	6 720,38 €
<i>Contrôleur des transports terrestres classe supérieure</i>	4 721,00 €	810 €	<b>4 871,00 €</b>	2 435,50 €	5 681,00 €	6 720,38 €
<i>Contrôleur des transports terrestres classe normale IB&gt; 380*</i>	4 171,00 €	810 €	<b>4 321,00 €</b>	2 160,50 €	5 131,00 €	6 720,38 €
<i>Contrôleur des transports terrestres classe normale IB&lt;= 380*</i>	4 171,00 €	810 €	<b>4 321,00 €</b>	2 160,50 €	5 131,00 €	5 198,16 €

\* CTT CN <= 5ème échelon

IFTS

\* CTT CN > 5ème échelon

IAT

**Tableau 13      Syndics des gens de mer affectés en administration centrale**

Règle de modulation : 0,80 à 1,20

<i>Grades</i>	<i>DBM 2006</i>	<i>DBM 2007</i>	<i>Plafond réglementaire IAT</i>
SGM principal 1ère classe	3 986,00 €	<b>4 270,00 €</b>	4 043,01 € <sup>(1)</sup>
SGM principal 2ème classe	3 766,00 €	<b>4 070,00 €</b>	3 960,50 € <sup>(1)</sup>
SGM de 2ème classe	3 446,00 €	<b>3 735,00 €</b>	3 877,99 €
SGM de 1ère classe	3 446,00 €	<b>3 735,00 €</b>	3 712,97 € <sup>(1)</sup>

*(1)Éligible à la prime de rendement d'AC ce qui modifie le plafond réglementaire*



Tableau 14

## Contrôleurs des affaires maritimes affectés en administration centrale

Règle de modulation : 0,80 à 1,20

<i>Grades</i>	<i>DBM 2006</i>	<i>DBM 2007</i>	<i>Plafond réglementaire IFTS/IAT</i>
<i>Contrôleur des affaires maritimes classe exceptionnelle</i>	5 445,00 €	<b>5 980,00 €</b>	5 670,33 € <sup>(1)</sup>
<i>Contrôleur des affaires maritimes classe supérieure</i>	5 295,00 €	<b>5 680,00 €</b>	5 541,77 € <sup>(1)</sup>
<i>Contrôleur des affaires maritimes classe normale IB&gt;380</i>	4 465,00 €	<b>4 800,00 €</b>	5 209,54 €
<i>Contrôleur des affaires maritimes classe normale IB≤380</i>	4 465,00 €	<b>4 800,00 €</b>	4 950,63 €

(1)Éligible à la prime de rendement d'AC ce qui modifie le plafond réglementaire

\* CAM CN ≤ 5ème échelon      IFTS  
 \* CAM CN > 5ème échelon      IAT

**Tableau 15                      Inspecteurs des affaires maritimes**

Règle de modulation: pas de modulation

<i>Grades</i>	<i>Fonctions, localisations</i>	<i>DBM 2006</i>	<i>DBM 2007</i>	<i>Maxi réglementaire</i>
<i>Inspecteur principal des AM 1ère classe</i>				
<i>IPAM branche administrative</i>	Administration centrale (Paris)	9 780,00 €	<b>11 300,00 €</b>	13 754,00 €
	Services déconcentrés et administration centrale délocalisée	8 484,00 €	<b>10 000,00 €</b>	13 754,00 €
<i>Inspecteur principal des AM de 2ème classe</i>				
<i>IPAM branche administrative</i>	Administration centrale (Paris)	9 780,00 €	<b>11 300,00 €</b>	13 754,00 €
	Services déconcentrés et administration centrale délocalisée	8 484,00 €	<b>10 000,00 €</b>	13 754,00 €
<i>Inspecteur des affaires maritimes</i>				
<i>IAM branche administrative</i>	Administration centrale (Paris)	7 904,00 €	<b>8 400,00 €</b>	10 036,00 €
	Services déconcentrés et administration centrale délocalisée	6 270,00 €	<b>6 800,00 €</b>	10 036,00 €

Tableau 16

## Conseillers des affaires maritimes

Règle de modulation : pas de modulation

<i>Postes ouvrant droit vocation à l'emploi de CAM</i>	<i>Taux moyen</i>	<i>Taux maxi</i>	<i>DBM 2006</i>	<i>DBM 2007</i>
Chargé de mission à l'inspection générale des services des affaires maritimes (IGSAM) et à l'inspection générale de l'enseignement maritime (IGEM)	7 090 €	14 180 €	8 500 €	<b>8 500,00 €</b>



## note à l'attention de

destinataires

*Modèle de notification*

ministère  
de l'Écologie  
du Développement  
et de l'Aménagement  
durables

direction  
Xxxx....  
Xxxx....  
sous-direction  
Xxxx....  
bureau  
Xxxx....

La Défense, le

objet :

affaire suivie par : Prénom Nom de l'agent – nom du service  
tél. : 01 40 81 xx xx, fax : 01 40 81 xx xx  
courriel : Prenom.Nom@equipement.gouv.fr

Je vous invite à prendre connaissance du montant des primes qui vous sont allouées pour l'année 2007 au prorata de votre temps de présence :

1) Montant de votre allocation personnelle

Montant global 2007 en année pleine : \_\_\_\_\_ €

Ce montant représente \_\_\_\_% de la dotation globale de votre grade fixée pour 2007 à \_\_\_\_\_ €

Temps de présence pour l'année 2007 : \_\_\_\_\_

Montant 2007 compte tenu du temps de présence : \_\_\_\_\_ €

Par rapport à l'année 2006, votre allocation indemnitaire connaît une évolution de +/- \_\_\_\_\_ €

2) Montant du complément géographique <sup>(1)</sup>

Vous bénéficiez d'un complément géographique d'un montant annuel de \_\_\_\_\_ €.

3) Complément indemnitaire exceptionnel <sup>(1)</sup>

Vous bénéficiez au titre de 2007 d'un complément indemnitaire non reconductible d'un montant de \_\_\_\_\_ €.

4) Mise en paiement des allocations personnelle pour l'année 2007

Depuis le début de l'année 2007, les virements indemnitaires que vous avez perçus ont été calculés sur la base du douzième de votre allocation personnelle 2006 auquel s'ajoute le douzième du complément géographique qui vous est attribué<sup>(1)</sup>. La régularisation de vos droits financiers pour l'année 2007 est effectués sur le mois de décembre.

Vous percevrez en 2008 des acomptes indemnitaires mensuels calculés sur le douzième de votre allocation personnelle fixée pour 2007 (hors complément indemnitaire exceptionnel) et compte tenu de corrections éventuelles liées à votre temps de présence effectif en 2008 et du montant géographique qui vous sera attribué<sup>(1)</sup>.

Bâtiment  
Adresse  
92055 La Défense cedex  
téléphone :  
01 40 81 xx xx  
télécopie :  
01 40 81 xx xx  
courriel :  
Xxxx....  
@equipement.gouv.fr

(1) Selon la situation de l'agent